

Cote du document: EB 2011/104/R.12/Add.1
Point de l'ordre du jour : 9
Date: 12 décembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Additif

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ruth Farrant

Directrice et Contrôleuse, Division
du Contrôleur et des services financiers
téléphone: +39 06 5459 2281
courriel: r.farrant@ifad.org

Allegra Saitto

Comptable
téléphone: +39 06 5459 2405
courriel: a.saitto@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Approbation**

Recommandation d'approbation

Conformément aux modalités d'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé (PEA), le Président du Fonds fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur la situation des ressources disponibles pour engagement, y compris la gestion du PEA. À chacune de ses sessions, le Conseil d'administration approuve le montant total des engagements de ressources à effectuer au titre du PEA¹. Une demande de recours additionnel au PEA, à hauteur de 304,2 millions d'USD, est soumise pour approbation à la présente session du Conseil d'administration. Ce dernier est donc invité à autoriser le Président à conclure des accords pour les prêts et les dons approuvés par le Conseil à sa cent quatrième session, tenue en décembre 2011, ainsi que pour ceux soumis pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition.

Ressources disponibles pour engagement

1. Comme il est indiqué dans le document EB 2011/104/R.12, la direction a préparé pour l'information du Conseil d'administration une mise à jour de l'estimation des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA. Le document susmentionné avait estimé à 253,6 millions d'USD le montant additionnel du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) nécessaire. La pièce jointe III présente une analyse plus approfondie des flux nets de ressources du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, qui sont à ce jour estimés à 473,2 millions d'USD. Si l'on tient compte de ces flux nets de ressources pour la période de 12 mois, et des engagements de prêts et de dons à hauteur de 1 083,9 millions d'USD², de la demande de recours au PEA d'un montant de 306,5 millions d'USD déjà approuvé par le Conseil, une demande de recours additionnel au PEA d'un montant de 304,2 millions d'USD est soumise pour approbation à la présente session du Conseil d'administration (pièce jointe III). La différence dans le montant additionnel du PEA est essentiellement due au fait que, comme il est mentionné au paragraphe 2 ci-dessous, les projets présentés pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition en 2012 ont été pris en compte.
2. La pièce jointe I présente le détail des prêts et dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui se montent au total à 492,3 millions d'USD. Au taux de change en vigueur au 30 novembre 2011, ce montant équivaut à quelque 315,6 millions de DTS. En outre, la pièce jointe II présente des informations concernant les projets approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition entre les deux sessions du Conseil de septembre à décembre 2011. Elle présente également une liste indicative des projets à approuver par le biais de la procédure de défaut d'opposition entre les deux sessions du Conseil de janvier à avril 2012, pour le programme de prêts et dons de 2012.

Recommandation

3. Compte tenu de la situation des ressources estimée au 31 décembre 2011, le Conseil d'administration, vu la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA et notant que le montant estimatif des entrées nettes pour la période de 12 mois prenant fin le 31 décembre 2011 est de 473,2 millions d'USD et que le montant des engagements au titre des prêts et des dons s'élève à 1 083,9 millions d'USD², et compte tenu du PEA de 306,5 millions d'USD déjà

¹ Sur les modalités d'utilisation du PEA, voir pièce jointe B du document GC 32/Résolution 154/XXXII/Rev.1.

² Le montant de 1 083,9 millions d'USD recouvre:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 534,4 millions d'USD;
- les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil pour un montant de 492,3 millions d'USD;
- les projets soumis pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition entre les sessions du Conseil de janvier à décembre 2012 pour un montant de 57,2 millions d'USD pour le programme de prêts et dons de 2012.

approuvé cette année, note qu'une demande de recours additionnel au PEA d'un montant de 304,2 millions d'USD est soumise pour approbation à la présente session du Conseil. Le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa cent quatrième session, tenue en décembre 2011, et pour ceux qui doivent être approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition, conformément à la liste qui figure à la pièce jointe II du présent document. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, à sa prochaine session et aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement, des prêts et des dons approuvés ainsi que du recours au PEA.

Prêts et dons présentés au Conseil d'administration pour approbation à la cent quatrième session

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD^a</i>	<i>DTS^a</i>
Prêts			
Libéria	Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations	16 379 378	10 500 000
Niger	Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement de la région de Maradi (PASADEM)	22 307 152	14 300 000
Madagascar	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)	33 226 737	21 300 000
Madagascar	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – prêt supplémentaire	5 225 801	3 350 000
Malawi	Programme de production agricole durable (SAPP)	22 853 132	14 650 000
Cambodge	Projet d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces de Kratie, Preah Vihear et Ratanakiri	1 325 950	850 000
Chine	Projet intégré de développement agricole du Guangxi	46 252 242	29 650 000
Inde	Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance	88 448 639	56 700 000
Sri Lanka	Projet de développement de l'irrigation à Iranamadu	22 385 149	14 350 000
Bolivie	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales des hauts plateaux, des basses terres et des vallées interandines (ACCESOS)	18 095 312	11 600 000
Nicaragua	Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés	6 005 772	3 850 000
Bosnie-Herzégovine	Projet de développement des entreprises rurales	12 720 000	8 154 156
Égypte	Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés	68 855 783	44 140 000
Maroc	Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz	6 395 757	4 100 000
Tunisie	Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana – Phase II	4 991 810	3 200 000
Tunisie	Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est (PRODESUR)	3 977 849	2 550 000
Total		379 446 463	243 244 156
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)			
Côte d'Ivoire	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation	22 619 140	14 500 000
Cambodge	Projet d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces de Kratie, Preah Vihear et Ratanakiri	1 325 950	850 000
Guinée	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles (PNAFA) – composante Haute Guinée	8 969 659	5 750 000
Malawi	Programme de production agricole durable (SAPP)	22 853 132	14 650 000
République démocratique populaire lao	Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai	13 805 475	8 850 000
Timor-Leste	Projet de stockage du maïs au Timor-Leste	4 991 810	3 200 000
Haïti	Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural	7 565 712	4 850 000
Nicaragua	Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés	5 459 793	3 500 000
Soudan	Projet de développement des semences	9 905 624	6 350 000
Yémen	YemenInvest – Programme en faveur de l'emploi rural	8 922 861	5 720 000
Total		106 419 156	68 220 000
Dons			
Madagascar	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)	2 027 923	1 300 000
Bosnie-Herzégovine	Projet de développement des entreprises rurales	780 000	500 019
Égypte	Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés	982 763	630 000
Maroc	Projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz	140 395	90 000
Tunisie	Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est (PRODESUR)	545 979	350 000

Comité européen pour la formation et l'agriculture (CEFA)	Programme d'amélioration de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture	1 500 000	961 575
Mali Biocarburant (SA)	Accroître les revenus des agriculteurs et mettre en place des filets de protection tout en garantissant l'approvisionnement énergétique local en Afrique de l'Ouest	500 000	320 525
Total		6 477 060	4 152 119
Total général		492 342 679	315 616 275

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,5599 en vigueur au 30 novembre 2011.

Projets soumis pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour la période septembre-décembre 2011

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD^a</i>	<i>DTS^a</i>
Comores	Programme national pour le développement humain durable	2 620 700	1 680 000
Lesotho	Projet de développement de la petite agriculture	9 827 626	6 300 000
Congo	Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)	9 671 633	6 200 000
Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale	Renforcement de la gestion des connaissances et du développement institutionnel au sein de la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale	1 500 000	961 575
Association africaine de crédit rural et agricole	Partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale (phase III)	1 500 000	961 575
PICO Knowledge Net Ltd	Réseau régional de savoirs de FIDAfrique – phase II	1 800 000	1 153 890
Centro Latinoamericano de Economía Humana	Dialogue sur les politiques à mener dans le domaine de l'agriculture familiale et de la sécurité alimentaire dans le cône Sud de l'Amérique latine	1 800 000	1 153 890
Oxfam Italia	Technologies des énergies renouvelables en Albanie et en Bosnie-Herzégovine	1 200 000	769 260
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Programme de relèvement après la sécheresse et d'adaptation des petits exploitants à Djibouti et en Somalie	1 300 000	833 365
Agence néerlandaise de développement international (SNV) pour la Plateforme du sous-secteur des oléagineux en Ouganda	Plateforme du sous-secteur des oléagineux en Ouganda	1 140 000	730 797
Total		32 359 959	20 744 352

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,5599 en vigueur au 30 novembre 2011

Liste indicative de prêts et dons soumis pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour la période janvier-avril 2012 pour le programme de prêts et dons de 2012

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Haïti	Projet de développement de la petite irrigation	12 500 000	8 013 125
Paraguay	Développement rural durable axé sur les chaînes de valeur et les marchés productifs	10 000 000	6 410 500
Guyana	Projet de développement de l'arrière-pays	4 226 000	2 709 077
Jamaïque	Promotion des services d'appui et des technologies en milieu rural	7 502 000	4 809 157
	Dons à déterminer	23 000 000	14 744 150
Total		57 228 000	36 686 009

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,5599 en vigueur au 30 novembre 2011

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>									
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0
Montant net PEA utilisé/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0	46,7	147,1
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0	936,1

	<i>Montant estimé de janvier à décembre 2011</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0
Analyse des flux	
Contributions des membres	230,0
Rentrées de prêts	280,0
Annulations de prêts et de dons	60,0
Produit net des placements	73,6
Mouvements nets de change	(6,5)
Ajustement des provisions	(0,1)
Dépenses de fonctionnement	(163,8)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	473,2
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice	306,5
4. Engagements au titre des prêts et des dons^b	(1 083,9)
5. Montant PEA à approuver à EB 104^a	304,2
6. Montant PEA couvert par les rentrées de la période	0
7. Solde PEA non utilisé (= 1+2+3+4+5+6)	0
8. Montant PEA reporté (= période précédente)	936,1
9. Montant PEA à reporter (= 3+5+6+7+8)^c	1 546,8

^a EB 104: cent quatrième session du Conseil d'administration (décembre 2011).

^b Les engagements au titre des prêts et des dons comprennent:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 534,4 millions d'USD;
- les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil pour un montant de 492,3 millions d'USD;
- les projets soumis pour approbation entre les sessions du Conseil de janvier à décembre 2012 pour un montant de 57,2 millions d'USD pour le programme de prêts et dons de 2012.

^c Le plafond du PEA fixé à sept ans des montants remboursés sur les prêts représente approximativement 2,3 milliards d'USD, conformément à la définition de la huitième reconstitution. Le montant estimé du report correspond à environ 4,7 ans de remboursement des prêts.